

## Convention-cadre de coopération

Entre

**L'Université Saint-Joseph de Beyrouth**, établissement libanais privé d'enseignement supérieur, à but non lucratif, sise Rue de Damas, B.P. 17- 5208 Mar Mikhaël, Beyrouth 1104 2020 – Liban, représentée par son Recteur, le Professeur Salim DACCACHE s.j., d'une part,

Et

**L'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 74 rue Louis Pasteur, 84029 Avignon cedex 1 – France, représentée par son Président, Monsieur Philippe ELLERKAMP,

d'autre part.

### Préambule

Désireuses de contribuer à promouvoir la collaboration culturelle, scientifique et pédagogique entre le Liban et la France sur la base des relations d'amitié qui unissent traditionnellement les deux pays,

Vu que l'USJ est constituée conformément à l'article 10 de la Constitution libanaise sur la liberté d'enseignement et à la loi libanaise n° 285 du 30 avril 2014 édictant des « Dispositions générales relatives à l'enseignement supérieur et à la réglementation de l'enseignement privé supérieur »,

Vu le code français de l'éducation en ses dispositions relatives à la coopération internationale avec des établissements étrangers,

Les parties ont convenu ce qui suit :

### Article 1 :

La présente convention-cadre a pour objectif d'instituer et d'accroître les échanges culturels, scientifiques et pédagogiques entre les deux parties et de faciliter la mise en place de projets communs.

Les deux parties s'engagent notamment à favoriser l'échange de membres du corps enseignant, de chercheurs et d'étudiants et à définir et à réaliser des programmes concertés de formation et de recherche.

### Article 2 :

Pour atteindre les objectifs fixés à l'article 1<sup>er</sup>, les parties contractantes s'efforcent, dans la mesure de leurs possibilités :

- a) d'encourager les échanges d'enseignants pour une durée déterminée, aussi bien en matière d'enseignement qu'en matière de recherche et de faciliter leur séjour pendant la durée de leur mission ;
- b) d'élaborer des programmes conjoints de recherche, répondant aux intérêts des deux parties, de faciliter la participation des enseignants et des chercheurs concernés à la réalisation de ces programmes et de communiquer, dans la mesure du possible, sur demande de l'autre partie, les publications réalisées par les chercheurs et équipes de recherche des établissements concernés ;

- c) d'accueillir les étudiants de l'autre partie, plus particulièrement les étudiants de master et de doctorat, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'admission en vigueur dans l'établissement d'accueil ;
- d) d'organiser en commun des colloques, réunions et rencontres scientifiques, de s'informer mutuellement sur ces activités et d'échanger, le cas échéant, les publications et documents y relatifs ;
- e) d'entreprendre toute action conforme aux objectifs de la présente convention-cadre.

### **Article 3 :**

Chaque action qui sera conduite en application de la présente convention-cadre devra obligatoirement faire l'objet d'un accord spécifique, dûment signé par les deux parties, qui précisera la nature, les modalités, la durée et le financement de cette action.

Il est précisé que tout accord spécifique relatif aux échanges d'étudiants doit se conformer aux conditions suivantes :

- Les candidats sont choisis par l'établissement d'origine et proposés à l'établissement d'accueil pour acceptation dans la mesure de ses possibilités.
- Les étudiants choisis restent inscrits dans leur établissement d'origine.
- Les étudiants en mobilité s'acquittent des droits et frais d'inscription dans leur établissement d'origine et en sont exemptés dans l'établissement d'accueil, sauf dérogations prévues dans des accords spécifiques.
- Les échanges d'étudiants s'effectuent sur le principe d'une pleine réciprocité entre les deux établissements, qui s'efforcent de respecter une parité en moyenne sur une durée consolidée correspondant à la durée de validité de la présente convention. S'agissant des étudiants outrepassant la parité et ceux qui désirent mettre à profit leur séjour pour suivre des études personnelles autres que celles décrites dans le programme d'échange, seront étudiés au cas par cas.
- Le choix des enseignements par les étudiants en mobilité peut s'effectuer dans l'ensemble des formations offertes au sein de chaque établissement partenaire, sous réserve d'une validation préalable du cursus par les responsables pédagogiques compétents, et sans que l'étudiant n'ait à s'acquitter de frais complémentaires d'inscription.
- Les étudiants en échange se conformeront aux règlements et procédures de l'établissement d'accueil en termes d'assurance. Ces règles devront être précisées dans les accords spécifiques.
- Chaque séjour de mobilité se conclura par une attestation des connaissances et de l'apprentissage acquis établie par l'établissement d'accueil. Il revient aux autorités compétentes de l'établissement d'origine de valider les études effectuées lors de cette mobilité.

### **Article 4 :**

La signature de la présente convention-cadre ne génère aucune obligation financière pour les parties. Sous réserve des contraintes budgétaires actuelles ou à venir, les parties s'obligent, par la présente convention, à rechercher, séparément ou conjointement, les moyens financiers nécessaires à l'exécution des actions retenues.

### **Article 5 :**

L'ensemble des informations recueillies ou échangées dans le cadre de la présente coopération notamment lors des séjours scientifiques, ainsi que les résultats des recherches menées ou des techniques mises au point en commun ne pourront être divulguées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de chacune des universités partenaires.

Les modalités relatives aux communications, publications et à la propriété intellectuelle seront précisées dans chacun des accords spécifiques.

**Article 6 :**

Chacun des deux établissements désigne un service chargé de la coordination de l'accord-cadre. Pour l'Université Saint Joseph de Beyrouth, ce sera le « Service des relations internationales ». Pour l'Université d'Avignon, il s'agit de la « Maison de l'International ».

**Article 7 :**

Les parties dresseront chaque année un bilan commun des actions réalisées et de celles qui sont en cours de réalisation. Ce bilan donnera lieu à la rédaction d'un rapport.

**Article 8 :**

La présente convention-cadre sera soumise à l'approbation des autorités compétentes selon les dispositions réglementaires applicables dans chaque établissement partenaire et entrera en vigueur après cette approbation.

Elle est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date d'apposition de la dernière signature et peut être renouvelée par un accord des parties. Les parties peuvent, à tout moment, modifier d'un commun accord la présente convention-cadre par voie d'avenant.

En cas de renouvellement, la convention devra de nouveau être soumise à l'approbation des autorités compétentes, conformément à l'alinéa 1 du présent article. La même procédure sera suivie en cas de modification.


La convention pourra être dénoncée au terme d'un préavis écrit de six (6) mois, par l'une ou l'autre des parties, à condition toutefois que soient préservés les droits des étudiants en cours de formation et sans préjudice des actions en cours.


**Article 9 :**

Les établissements partenaires s'efforceront de résoudre à l'amiable des différends survenus à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention-cadre. En cas de désaccord persistant, le tribunal du défendeur sera saisi.

Fait en deux exemplaires originaux, rédigés en langue française, chacune des parties en détenant un.

Pour l'Université Saint-Joseph  
Beyrouth, le

  
Monsieur Salim DACACHE  
Recteur

  
26 III 2019

Pour l'Université d'Avignon et des Pays  
de Vaucluse  
Avignon, le

  
24/05/2019

  
Monsieur Philippe ELLERKAMP  
Président